

par Michel Rogalski

Une campagne internationale s'est déclenchée autour du Venezuela, relayée en France par un véritable *plan media* ayant pour but de mettre en porte à faux tous ceux qui depuis des années regardent avec intérêt et sympathie l'évolution d'une partie de l'Amérique latine dans sa volonté de rompre avec des décennies de politiques néolibérales.

Au-delà du Venezuela, le débat devenait une affaire franco-française. Il aurait fallu céder devant l'injonction et reconnaître que ce pays était devenu une dictature. L'accusation était fautive, nauséabonde et fortement exagérée. Il était donc juste d'y faire face en ramenant les événements et la situation du pays à leurs véritables dimensions. Non, le Venezuela n'est pas une dictature. Par contre, le pays va mal et l'ignorer serait faire preuve d'un déni de réalité.

Interrogations sur le Venezuela

Depuis quelques années la violence répressive renaît, les libertés publiques et la démocratie sont malmenées, la crise économique, financière, alimentaire, sanitaire et humanitaire s'est abattue sur le pays, a transformé le quotidien des habitants. La corruption, le trafic de drogue et l'insécurité augmentent. La bourgeoisie oligarchique détient toujours le pouvoir économique et piaffe d'impatience dans l'attente d'un retour du pouvoir politique qu'elle estime naturel de récupérer. Les succès sociaux des premières années du chavisme ne sont plus que souvenirs, laminés par une inflation à 700 % qui interdit toute amélioration pour les plus pauvres et fait les délices des spéculateurs des taux de change. La production pétrolière, la colonne vertébrale du pays, s'est effondrée d'un tiers par rapport à 1999, ce qui conjuguée à l'effondrement du cours du baril, pèse sur le budget de l'État et raréfie l'entrée de devises dans un pays où 80 % des biens alimentaires est importée. Bref, les caisses du pays que l'on présente comme le plus grand détenteur de réserves énergétiques du monde sont quasiment vides. L'équipe dirigeante a manifestement failli et semble dorénavant plus soucieuse d'assurer sa survie, en court-circuitant l'Assemblée nationale tombée entre les mains de l'opposition, que de l'avenir du pays. Une extrême-droite factieuse s'affirme dans sa volonté de déstabiliser le pays, tandis que des chavistes de la première heure font défection. Bref, le pays va mal et la gestion du quotidien l'emporte désormais sur toute vision d'avenir.

Les « marqueurs » d'une orientation à gauche

À défaut d'être une dictature, le Venezuela est-il resté sur les rails du bolivarianisme, est-il encore un régime de gauche ? C'est aujourd'hui la préoccupation essentielle de tous ceux qui trouvaient dans cette expérience originale raisons de se réjouir. La question intéresse tout le continent. Les problèmes auxquels il faut répondre y sont les mêmes partout. Quand la gauche accède au pouvoir, elle doit reconquérir des marges de souveraineté économique perdues et donc établir un type de relations internationales nouveau qui rende ces pays moins dépendants. Elle doit aussi faire face à une importante population pauvre et donc à une forte attente populaire en direction de laquelle des signaux clairs doivent être émis. Il faut d'urgence soulager la misère des couches marginalisées – parfois jusqu'à 40 % de la population – tout en étant attentif à l'appauvrissement des classes moyennes malmenées et qui ayant sanctionné les équipes précédentes attendent beaucoup de ces nouvelles expériences. L'ampleur de la tâche est immense car les pays sont exsangues. Comment tourner la page ? Quels sont aujourd'hui les principaux invariants d'un tournant à gauche ?

Plusieurs champs principaux apparaissent qui constituent des « marqueurs » d'une orientation à gauche : le rapport au monde et notamment au grand voisin du nord ; l'attitude face à la pauvreté et aux inégalités ; les modalités de l'exercice du pouvoir ; la volonté de construire les bases matérielles et financières d'une croissance nécessaire au développement afin d'assurer l'indépendance du pays. Bref, il s'agit de marier Bolivar à Marx, c'est-à-dire lier l'émancipation nationale aux luttes sociales et repenser les formes de l'exercice de la démocratie.

Bolivar

En premier lieu la figure marquante et tutélaire de Bolivar signifie que l'indépendance nationale, la souveraineté politique et économique, la maîtrise de ses ressources ainsi qu'une vision d'un développement national constituent une ardente obsession et un objectif toujours poursuivi. Le rapport à l'extérieur fait clivage. Continent dominé et pillé, il importe de mesurer la volonté de résistance et de reconquête de souveraineté. Cela concerne d'abord le rapport aux États-Unis qui symbolisent la force opprimante mais également l'attitude face aux firmes multinationales. Aujourd'hui la nature des liens avec la Chine en passe de devenir

le premier partenaire commercial du continent en voie de reprimarisation ne peut être écartée de ces préoccupations. Le bolivariisme ne peut que servir la volonté de construire les bases matérielles et financières d'une croissance nécessaire au développement. Car il ne saurait y avoir d'indépendance politique réelle qui ne soit assise sur des bases matérielles solides et donc sur une vision claire du rôle de l'état dans la politique économique du pays. Ce qui est à l'ordre du jour c'est la construction d'un état développeur qui se fixe pour objectif d'intervenir directement dans l'économie avec l'objectif de favoriser le développement national, d'augmenter les dépenses sociales pour le plus grand nombre. Souvent faibles, ces pays n'ont pas la capacité à eux seuls de renverser le cours de la mondialisation. écartant toute idée d'autarcie, ils doivent tout à la fois se prémunir des effets dévastateurs et déstabilisants de la finance en favorisant le financement du développement par le recours à l'épargne intérieure et en choisissant des taux de change suffisamment bas et donc compétitifs pour contrarier les effets désindustrialisant du syndrome de la « maladie hollandaise ».

Marx

En deuxième lieu, la prise en compte de la pauvreté et des inégalités sociales constitue un marqueur incontournable de ces expériences. Réduire la pauvreté, élever les minimums sociaux, mettre en œuvre des politiques pro-pauvres favorisant l'accès aux besoins essentiels aux couches les plus défavorisées, combattre la précarité et le travail informel qui minent la société, telles sont pour l'essentiel les leviers indispensables. Mais ceci ne résout pas les problèmes d'inégalités sociales souvent criantes. En effet, ces politiques relèvent le plus souvent de dépenses publiques souvent financées à l'aide d'une ressource première exportée (pétrole, gaz, minerais, ...). Il y a moins de pauvres, les pauvres sont moins pauvres, mais les riches sont toujours riches, voire plus riches et n'ont pas perdu les bases économiques, financières, foncières et médiatiques de leur pouvoir. Ayant conservé le statut de classe riche avec tous les privilèges qui l'accompagnent, ils ne se résignent pas à perdre le pouvoir politique. La situation est pour eux incongrue, nouvelle et alimente leur désir de revanche. Il ne peut y avoir de politique pro-pauvres sans qu'en même temps les bases du pouvoir des oligarchies ne soient érodées. La redistribution, conçue de façon assistancielle sans prendre appui sur une réduction de l'exploitation serait insuffisante. Cela est d'autant

plus vrai lorsque, et c'est le cas le plus fréquent, ces oligarchies sont articulées à des réseaux internationaux puissants.

Approfondir la démocratie

En troisième lieu, les modalités de l'exercice du pouvoir doivent retenir l'attention. C'est une question importante parce qu'elle cristallise souvent les accusations de « populisme ». Les libertés publiques ont-elles été élargies ? Les exclus de la vie politique, notamment les pauvres, ont-ils été réinsérés dans les mécanismes de la vie politique ? La liberté d'expression et de manifester est-elle sans faille ? La corruption, souvent massive dans le continent, fait-elle l'objet d'une répression énergique, ou bien la laisse-t-on aller au fil de l'eau, au risque de créer une nouvelle bourgeoisie liée au régime établi ? La lutte contre la drogue, dont on sait combien elle alimente la corruption, fait-elle partie des priorités gouvernementales ? Enfin, l'insécurité, notamment urbaine, qui se nourrit du terreau de la misère, de tous les trafics et d'un sentiment d'impunité, est-elle prise à bras-le-corps ?

Chaque avancée populaire en Amérique latine a toujours conjugué Bolivar, Marx et avancées démocratiques.

Assurément le Venezuela d'aujourd'hui ne coche plus toutes ces cases et interroge ses amis sur la dérive en cours et les possibilités d'un redressement. La solidarité internationale qui s'appuie sur le partage de valeurs communes se nourrit en retour de la fierté de ce qu'accomplissent ceux qui en bénéficient et ouvrent ainsi des voies utiles à d'autres en nourrissant des inspirations. Pour être un mécanisme gagnant-gagnant, elle doit être méritée.

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue Recherches internationales à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui

se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.